



**COMMISSION EDUCATION FRANCE URBAINE - 28/11/2019,  
en marge du CONGRÈS 2019 de l'ANDEV à MARSEILLE**

**CITES ÉDUCATIVES, en présence de Vincent LENA,  
Coordinateur national des Cités éducatives**

Le 1er **comité national de suivi et d'évaluation des cités éducatives** s'est réuni le mardi 26 novembre 2019 à l'Assemblée Nationale, en présence d'experts éducatifs, associatifs, des collectivités locales, ainsi que des acteurs de la société civile. L'ANDEV et le RFVE (Réseau Français des Villes Educatrices) y sont parties prenantes. **Ce comité tirera des enseignements nationaux des propositions territoriales.**

**42 des sites identifiés en Cités éducatives sur les 80 sont adhérents de l'Andev.** L'ANDEV lancera prochainement une **plateforme numérique collaborative** sur ce sujet, avec Canopé.

**Vincent LENA** attend des cités éducatives une **mise en mouvement des acteurs de l'éducation**, y compris des acteurs locaux de l'Education Nationale. Ces cités éducatives sont accompagnées d'un déploiement financier important : 100 millions d'euros sur les territoires, pour les 3 années à venir. D'autres financeurs pourraient être mobilisés pour soutenir la dynamique : CAF, ARS, ANRU, ... Les cités éducatives s'articulent également avec les autres enjeux forts du gouvernement : plan pauvreté, participation des habitants, ... Ce programme expérimental touche un nombre d'enfants et de jeunes important : 500 000 jeunes de 0 à 25 ans.

Il est conscient du calendrier infernal et des injonctions paradoxales auxquels sont confrontées les villes concernées : aller vite et prendre le temps de la concertation, demander des fonds et en mettre sur la table... **Le rythme est dense car les attentes sont fortes sur le terrain.**

Les 80 territoires labellisés ont rendu la synthèse des priorités de leur plan d'actions 2020-2022, spécifique aux enjeux de chaque territoire, le 15 novembre 2019 en préfecture ; ces synthèses sont actuellement en discussion à l'échelon régional (Recteur, Préfet de région). **Vincent LENA** rassure sur le respect du travail et des propositions des villes par les services de l'Etat. Un fonds de roulement a été proposé pour les 3 années à venir, pour nourrir ces plans d'action, sans nécessité de constituer un nouveau dossier.

**Deux axes prioritaires seront déployés sur les territoires "cités éducatives" :**

- 1) Accompagner les acteurs dans la construction d'un **système d'évaluation local des cités éducatives**, afin de faciliter le partage d'information entre les acteurs, avec l'Education nationale, les universités des territoires.
  - 2) Identifier des **thématiques prioritaires** dans chaque territoire afin que les associations nationales puissent accompagner les Cités éducatives. Exemple : la CAF pour les 0-6 ans (transition petite enfance/enfance).
- D'autres sujets pourraient émerger comme l'égalité filles/garçons, les jeux olympiques, en fonction des villes.

A travers les échanges avec les représentants des villes présentes, les premières expériences font apparaître des éléments positifs et des points de vigilance à prendre en compte dans le déploiement des cités éducatives :

**Aspects positifs :**

- Prise en compte des spécificités des territoires et des ressources locales
- Mobilisation des services de l'Etat à travailler ensemble ("Contraints" de travailler ensemble)
- Partage d'informations sur les évaluations conduites sur le temps scolaire
- Reconnaissance des différentes sphères éducatives de l'enfant et de leur complémentarité
- Certaines villes présentes regrettent de ne pas pouvoir bénéficier de la démarche.

**Points de vigilance :**

- Des orientations jugées insuffisantes (vademecum insuffisant)
- Positionnement des services de la Préfecture : perte de sens ressenti, renforcer la place du CGET dans l'articulation de la démarche
- Articulation avec les PEDT, les PRE et les dispositifs existants : risque de superposition  
**Vincent LENA** : La cité éducative ne doit pas se superposer aux dispositifs existants, elle doit les soutenir : ni instance, ni procédure supplémentaire. Le PRE ne concerne qu'une partie des enfants. La cité éducative s'adresse à tous les enfants d'un territoire.

**Contrainte des délais :**

- Des **délais trop contraints** pour être dans la construction partagée à partir d'un diagnostic partagé
- Pas le temps de travailler sur de **nouveaux projets qui répondent aux enjeux du territoire** et fassent sens, en réponse spécifiquement aux orientations définies par les cités éducatives

**Partenariat :**

- **Approche éducative dans la transversalité de 0 à 25 ans.** Il est important d'apprendre à se parler et à s'entendre, comprendre les contraintes des autres. Les cités éducatives ont suscité un enthousiasme énorme et des attentes toutes aussi importantes.
- **Impulsions attendues de l'Education Nationale :**  
Un ville fait état d'un principal de collège déconnecté de la réalité du 1<sup>er</sup> degré, chef de file de la cité éducative, avec une réticence réelle des directeurs d'école.  
**Vincent LENA** : L'éducation nationale apprend la langue du partenariat. C'est l'enjeu des financements gérés par les collèges, chefs de file.

**Intégration des dépenses nouvelles dans le respect du contrat de Cahors.**

Certaines villes gèrent ces impacts du pacte de Cahors via une subvention à la Caisse des Ecoles. D'autres évoquent le risque d'une réduction de l'ambition des projets, en conséquence.

**Vincent LENA** : Cette question reste à plaider pour que certaines dépenses puissent, par exemple, être prises en compte dans le cadre du plan pauvreté également.

**Fléchage de certaines associations**

**Vincent LENA** : Associations nationales et associations de proximité. Ex : France médiation : 800 000 € fléchés pour intervenir en priorité sur les cités éducatives.

**Evaluation de la démarche :**

Quelle sont les modalités d'évaluation notamment au regard de l'insertion professionnelle ? Interrogation sur l'absence des régions alors qu'elles viennent de récupérer la compétence orientation.

**Vincent LENA** : L'évaluation est nécessaire pour convaincre les décideurs. Le champ est ouvert pour les collectivités à travers les Cités éducatives. Construire une chaîne pour accompagner le parcours de l'élève. A Trappes, cofinancement d'un mécénat de compétence par une entreprise. La mobilisation des régions serait une très bonne chose pour les cités éducatives. 2 fois moins de jeunes de quartier vont en apprentissage.

